Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 12/04/2021



Administrate	urs en exercice : 14	
Administrateurs présents : - Dont Administrateurs représentés :		9
		1
Administrateurs absents :		6
Suffrages exprimés		9
Vote:	- Pour :	9
	- Contre:	0
	- Abstentions :	0
Date de	la convocation : 19 mars 202	21

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DELIBERATION N°21-29.03/008

Compte Administratif de l'exercice 2020 Affectation du résultat

Le 29 mars 2021 à 15H00, le Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT s'est réuni en son siège, Rue Gaston Defferre Plateau Roy-Cluny 97201 Fort-de-France, sur convocation de son Président Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, effectuée conformément à l'article 6.1.7 des statuts.

Etaient présents :

Pour la CTM:

- Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil d'Administration;
- Monsieur Louis BOUTRIN, 1er Vice-Président;
- ➤ Monsieur Lucien ADENET;
- ➤ Madame Sylvia SAITHSOOTHANE :
- ➤ Madame Lucie LEBRAVE.

Pour la CACEM:

- Monsieur Luc CLEMENTE, 2^e Vice-Président ;
- ➤ Monsieur Didier LAGUERRE.

Pour la CAESM:

- Monsieur José MIRANDE, 4^e Vice-Président ;
- Monsieur Didier LARGANGE, suppléant de Monsieur André LESUEUR.

Etaient absents:

Pour la CTM:

- ➤ Monsieur Jean-Philippe NILOR;
- ➤ Monsieur Johnny HAJJAR;
- Monsieur Charles-André MENCE.

Pour CAP Nord:

- Monsieur Bruno Nestor AZEROT, 3^e Vice-Président;
- ➤ Mme Chantal MAIGNAN.

Pour la CAESM:

➤ Monsieur André LESUEUR.

Etaient absents et représentés :

Monsieur André LESUEUR, représenté par Monsieur Didier LARGANGE.

Etait invité et présent : le Comptable Public, Madame Marie OSTALIE - MORVILLIER.

Assistaient également à la séance : les membres de l'administration de MARTINIQUE TRANSPORT.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant diverses dispositions relatives aux Outre-mer et notamment son article 37;

Vu la loi n° 2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des Outre-Mer et notamment son article 45 ;

Vu la délibération n° 14-2161-2 du Conseil Régional de la Martinique en date du 18 décembre 2014, portant instauration d'une autorité organisatrice de transport unique et d'un périmètre unique des transports, publiée au Journal Officiel de la République française le 21 janvier 2015 sous la référence NOR CTRR 1521616X;

Vu la délibération n° 16-36-1 du 29 mars 2016 portant demande de prorogation de droit de l'habilitation législative en matière de transports intérieurs de passagers et de marchandises, terrestres et maritimes publiée au Journal Officiel le 13 mai 2016 sous le numéro NOR : CTRR1611758X;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) n° 07.00096 2015 en date du 07 octobre 2015 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM) n° 52/2016 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD) n° CC-22-072016/114 en date du 22 juillet 2016 ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CG/9494-15 en date du 29 octobre 2015 ;

Vu la délibération n°15-1072-1 du 23 juin 2015 portant création d'une commission ad hoc, publiée au Journal Officiel de la République Française le 06 septembre 2015 sous la référence NOR : CTRR1520803X;

Vu la délibération n°16-228-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 04 octobre 2016, portant règles constitutives, compétences et régime financier de MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République Française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632510X;

Vu la délibération n°16-229-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 04 octobre 2016, portant transfert de charges à MARTINIQUE TRANSPORT, publiée au Journal Officiel de la République Française le 20 novembre 2016 sous la référence NOR : CTRX1632505X;

Vu la délibération n° 16-231-1 de l'Assemblée de Martinique en date du 13 octobre 2016;

Vu la délibération n° 52b/2020 du 6 août 2020 de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud de Martinique ;

Vu la délibération n° 02.0016/2020 du 11 juillet 2020 de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique ;

Vu la délibération n° CC-07-2020-089 du 30 juillet 2020 de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique;

Vu la délibération n° 20-24.09/032 du 24 septembre 2020 du Conseil d'Administration de MARTINIQUE TRANSPORT portant renouvellement du Bureau Exécutif;

Vu les statuts de MARTINIQUE TRANSPORT déposés en Préfecture le 30 décembre 2016, modifiés par délibération n° 18-27.07/027 du 27 juillet 2018 et déposés en Préfecture le 10 août 2018;

Sur le rapport du Président du Conseil d'Administration,

ADOPTE LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

Article 1: Le Conseil d'Administration, après avoir analysé et voté le Compte Administratif de l'exercice 2020 lors de sa séance du 29 mars 2021, constate que le Compte Administratif 2020 présente le résultat suivant et décide de l'affecter en report à nouveau à la section d'exploitation.

Section d'exploitation			
Recettes totales d'exploitation	124 055 196,75		
Dépenses totales d'exploitation	117 215 127,62		
Résultat de l'exercice	6 840 069,13		
Résultat net d'exploitation reporté N-1	18 784 307,34		
Résultat à affecter (I)	25 624 376,47		
Recettes reportées	5 400 000,00		
Dépenses engagées non mandatées	0,00		
Résultat cumulé de l'exercice	31 024 376,47		
Section d'investissement			
Recettes totales d'investissement	13 036 913,92		
Dépenses totales d'investissement	10 792 002,55		
Solde d'exécution de la section d'investissement	2 244 911,37		
Résultat net d'investissement reporté N-1	-6 909 498,70		
Résultat net d'investissement	-4 664 587,33		
Recettes reportées	0,00		
Dépenses reportées	-11 461 811,39		
Besoin de Financement (II)	-16 126 398,72		
EXCEDENT GLOBAL DE L'EXERCICE	9 497 977,75		

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
Résultat à affecter de la section d'exploitation	25 624 376,47
Affectation du résultat (R 1068)	16 126 398,72
Déficit d'investissement reporté (D 001)	4 664 587,33
Report à nouveau à constater en section d'exploitation R 002)	9 497 977,75
Besoin de financement après affectation des résultats	0,00

Article 2: La présente délibération du Conseil d'Administration, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, sera publiée dans le Recueil des Actes Administratifs de MARTINIQUE TRANSPORT.

Article 3: La présente délibération du Conseil d'Administration entre en vigueur dès qu'il a été procédé à sa publication ou à son affichage, ainsi qu'à sa transmission au Représentant de l'Etat.

Ainsi délibéré et adopté par le Conseil d'Administration, à l'unanimité de ses membres, avec neuf (9) voix pour, en sa séance du 29 mars 2021

Pour extrait certifié conforme, Fort-de-France, le 12 AVR. 2021

Le Président du Conseil d'Administra de Martinique Transport

Alfred MA⁄R∕IE-Je⁄ANNÌ